

Cette réforme des retraites est un impôt sur la vie

Jeudi 19 janvier 2023

Face à l'obstination déraisonnable du gouvernement, nous affirmons notre opposition résolue à une réforme des retraites marquée par l'injustice et la brutalité. **Nous rejoignons le front déterminé du refus de la retraite à 64 ans des organisations syndicales unanimes** et des Français dans leur écrasante majorité. Le gouvernement n'entend pas alors que les Français haussent le ton. Nous joignons notre voix à la leur.

Cette réforme est un impôt sur la vie. Un impôt sur la vie de celles et de ceux qui ont commencé à travailler tôt, de celles et de ceux qui ont eu des métiers pénibles qui usent les corps et fatiguent les âmes. Des métiers aimés, exercés avec fierté et passion, mais qui laissent des traces souvent et des cicatrices parfois. Cette réforme est un impôt sur la vie des femmes et des hommes aux carrières hachées et incomplètes. Sur la vie des femmes surtout.

Cette réforme est un impôt sur la vie de celles et de ceux qui ont déjà moins et auxquels le Gouvernement veut demander plus encore, alors que les plus défavorisés sont aussi les plus nombreux parmi celles et ceux qui n'atteignent pas l'âge de la retraite. **Il y a 13 ans d'écart d'espérance de vie entre les 5% de Français les plus riches et les 5% les plus pauvres, 7 ans entre un cadre et un ouvrier.** A eux la probabilité la plus grande de mourir avant 62 ans, à eux les fins de carrières dans la précarité alors que seul un sénior sur deux est en emploi au moment de la retraite, à eux les retraites les plus courtes, à eux une entrée en retraite en plus mauvaise santé.

Demain avec cette réforme, **ce sont encore les classes populaires et les classes moyennes qui seront les plus lourdement frappées** par cet impôt sur la vie dégressif et injuste. Ils le seront deux fois plus que ceux qui ont tout. Cette réforme aggrave toutes les injustices et approfondit toutes les inégalités. **C'est du sel jeté sur les plaies de la vie.** Nous ne l'acceptons pas.

Cette réforme est un impôt sur la vie de celles et de ceux que nous avons applaudis à 20h durant la crise de la Covid et qui avaient espéré de notre bruyante reconnaissance des lendemains plus justes. Après le « quoi qu'il en coûte », **le Gouvernement a décidé qu'il allait en coûter aux éboueurs, aux ouvrières de l'agroalimentaire, aux caissières, aux aides à domicile...** A toutes les Françaises et tous les Français qui n'ont que leur travail pour vivre et qui n'en ont pas toujours eu. A celles et à ceux qui ont tenu le pays debout. C'est eux qui vont rembourser, in fine, le « quoi qu'il en coûte », c'est eux qui vont payer la réforme. Après la République reconnaissante, la République condescendante du Président Macron.

Le système des retraites n'est pas plus menacé d'effondrement que le report de l'âge de la retraite n'est nécessaire. **D'autres chemins existent pour financer notre système de retraite** qui mettraient plus justement à contribution ceux qui le peuvent, grandes entreprises ou grandes fortunes dont la richesse a pu même grossir pendant la crise. D'autres chemins plus justes qui ne disqualifient ni les cotisations, ni l'impôt. Le Gouvernement s'y refuse : ni taxe sur les hyper-profits, ni retour de l'ISF, ni surcotisations pour les hauts revenus... Les classes populaires et les classes moyennes paieront...

Face à cette réforme de régression sociale terrible, **nous, députés et sénateurs socialistes prendrons toute notre part dans la bataille parlementaire qui s'ouvre.** Nous rejoignons d'ores et déjà le mouvement social. Partout en France, nous serons aux cotés des Françaises et des Français qui marcheront dès aujourd'hui pour dire non à la réforme du gouvernement.

Après une vie de travail, la retraite doit demeurer pour tous les Français une nouvelle étape heureuse de la vie.

Les parlementaires socialistes

